

REMETTRE L'ÉCONOMIE À L'ENDROIT

*Lors du colloque Catholiques en action¹,
Mathieu Detchessahar a appelé les catholiques
à investir le combat politique pour «une économie
à l'endroit», contre la grande inversion
qui veut que le profit dise le bien.*

MATHIEU DETCHESSAHAR

DOCTEUR EN GESTION,
PROFESSEUR À L'INSTITUT
D'ÉCONOMIE ET DE MANAGEMENT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES,
MEMBRE FONDATEUR DU GRACE



C. Stemmer

et des profits qui vont permettre de continuer à investir.

Dans cette économie au service de la société, le juge de paix - Jean-Paul II n'a cessé de l'affirmer dans ses écrits sur le travail - est la morale, l'éthique.

Ce qui légitime la rentabilité, le profit, c'est le bien. Jean-Paul II revenait souvent au récit de la création, nous rappelant que le premier travailleur, le premier économiste, c'est Dieu. Chaque jour, dans le récit de la création, Dieu travaille, fait sortir un monde

de ses mains, comme nous-mêmes faisons sortir un monde de nos mains par notre travail. Au terme de chacune de nos journées de travail, la première question à

se poser est celle que Dieu posait chaque soir de la création : cela est-il bon ?

(1) Cet article est une adaptation écrite de l'intervention orale de Mathieu Detchessahar lors du colloque Catholiques en action, le 29 novembre 2015.

L'économie dont nous entendons parler dans le débat public est une économie à l'état agrégé, totalement désincarnée. On parle de taux de croissance, de taux d'intérêt, de taux de chômage, de la balance des paiements, etc.

Et cela fait totalement disparaître l'économie vivante, incarnée par toutes ces personnes qui se lèvent le matin pour travailler et apporter des biens et des services utiles à la société. J'appelle cette économie réelle l'économie à l'endroit. Lorsque l'on en parle, on ne parle pas d'abord d'argent. Le profit et l'ar-

gent sont importants mais ils sont seconds, parce que la grande finalité du travail est d'apporter à la société et aux personnes un bien qui

*La grande finalité du travail est
d'apporter à la société et aux personnes
un bien qui permet de se développer
et de vivre heureux.*

permet de se développer et de vivre heureux. Les chrétiens, depuis une tradition immémoriale, appellent cela servir le bien commun. Voici la grande finalité de l'économie à l'endroit. Il est légitime que ces activités génèrent une rémunération

FACE À

LA «GRANDE INVERSION»

Si j'arrêtais là mon propos, j'aurais dit de «belles choses pour catholiques» et chacun repartirait en se disant : «*Il n'y a pas de problème, je sers le bien commun, comme le Seigneur lors de la création*». Mais ce serait se moquer du monde, parce que les catholiques sont attendus au cœur de l'économie et qu'ils doivent prendre conscience que nous sommes aux prises avec la «grande inversion» qui menace notre société en profondeur.

Ce qui est inversé, c'est la finalité du travail, de l'économie : là où le profit devrait être un moyen, il devient la finalité unique, celle qui nous sert d'étalon pour juger du bien de notre travail, de ce que nous produisons.

Dans ce nouveau schéma, tout ce qui est profitable est vu comme bon et souhaitable, ce qui est catastrophique. Et l'on justifie cela en expliquant que s'il y a des profits, cela crée des emplois, cela fait diminuer le chômage. Cela implique que tout contrat libre soit jugé comme un bien pour la société.

Nous sommes sur une pente extrêmement dangereuse. Cela peut signifier par exemple que la pornographie, la prostitution ou encore le trafic de drogue sont de bonnes choses parce que ces activités génèrent du profit.

Certains penseront que ce propos est exagéré, mais nous en sommes là : Eurostat – l'institut européen qui établit les statistiques économiques et fixe les règles de calcul des comptes nationaux – a demandé en 2013 aux pays européens de faire entrer dans leurs comptes nationaux, dans le Produit intérieur brut (PIB), la prostitution, le trafic de drogues et différents trafics de cigarettes et d'alcools. L'argument d'Eurostat est qu'on ne peut condamner ces contrats puisque personne n'est obligé d'acheter

les services proposés. Il faut donc comptabiliser ces contrats libres comme une richesse.

La France n'a pas accepté cette recommandation - et cela l'honore - mais des pays comme l'Angleterre, l'Italie ou encore l'Espagne se sont empressés de l'appliquer, notam-

Nous avons aujourd'hui des activités économiques qui font beaucoup de profits, mais qui consomment et détruisent la société.

ment parce que ces «richesses» augmentent le PIB d'un point.

La recommandation d'Eurostat est tout à fait symptomatique d'une certaine vision de l'économie où l'on ne recherche pas un bien qui générera des profits mais où le profit suffit à dire le bien.

Si c'est la recherche du profit qui motive nos actions économiques, il est alors parfaitement légitime, par exemple, d'inventer des services bancaires nouveaux qui font croire aux classes populaires qu'elles peuvent devenir propriétaires de leur logement sans capital ni travail. Ce sont les fameux crédits subprimes qui ont provoqué la crise de 2008 aux Etats-Unis.

QUAND LE PROFIT DIT LE «BIEN»

Cette économie à l'envers nous menace. Le plus grand nombre des personnes semble aujourd'hui convaincu que tout est extrêmement relatif, que chacun peut décider du «bien» selon ses propres critères subjectifs.

Dans ce contexte relativiste, il ne reste plus que le profit pour dire le «bien». Quiconque prend le métro ou le bus à Paris a eu la surprise de constater qu'on avait ouvert, en France, un marché extrêmement profitable, avec un fort potentiel de croissance : celui de l'adultère avec Gleeden, qui tarifie la possibilité de tromper son conjoint.

Si l'on pense ce phénomène en se référant à l'économie agrégée, Gleeden contribue à l'augmentation du PIB, crée des emplois et distribue des salaires.

Voilà pourquoi cette société peut étaler ses publicités en 4 x 3 dans le métro, avec le slogan «*Tout le monde peut se tromper*», là même où la régie publicitaire de la RATP entendait interdire de quêter pour les chrétiens d'Orient. J'aimerais que cet exemple ne soit

qu'une anecdote, une exception. Mais Gleeden a conquis un million de clients en France.

Nous ne pouvons analyser ce phénomène sans penser plus largement à la culture de masse qu'il contribue à créer. Que pourra demain notre école face à une culture populaire complètement laissée au règne du profit ? Comment notre école pourrait-elle lutter contre cette culture de masse quand nos enfants passent quatre heures par jour devant la télévision, et deux heures sur Internet ?

De nombreux sociologues soulignent combien la place prise par la consommation d'écrans dans notre vie constitue un changement majeur pour la société.

Si cette production de culture populaire est laissée, non pas à la loi du bien commun, mais directement à la loi du profit, alors nous voyons apparaître une télévision stupide, au service non pas de ceux qui la regardent mais d'annonceurs qui achètent ce que Patrick Le Lay, alors PDG du groupe TF1, appelait du «*temps de cerveau disponible*».

Une telle télévision consacre le règne de la télé-réalité à laquelle nos enfants sont exposés plusieurs heures par jour. Nous devons prendre conscience d'une réalité qui devient aujourd'hui massive : nous avons des activités économiques qui font beaucoup de profits, mais qui consomment et détruisent la société.

LA DESTRUCTION DU LIEN SOCIAL

Nous nous préoccupons beaucoup en ce moment de la qualité de notre lien social. D'une certaine manière, c'est une vaste supercherie si nous ne prenons pas conscience du niveau de destruction du lien social engendré par des activités économiques réglées sur le critère dominant du profit.

Comment des enfants imprégnés par la télé-réalité pourraient-ils avoir une vision ajustée de ce qu'est la relation à l'autre, sachant que ces émissions consistent à mettre des personnes dans des groupes où ils feignent de coopérer mais dont la finalité est l'élimination des uns par les autres ? Ces personnes sont livrées en spectacle dans une sorte de «confessionnal» dans lequel il est attendu par la production qu'ils disent du mal des autres membres du groupe devant 20 millions de téléspectateurs. Ces émissions «marketées» et scénarisées dans le moindre détail sont conçues pour la cible des 4-14 ans. Sur cette cible, les émissions les plus efficaces réalisent plus de 50% de part de marché !

Elles constituent une part importante de l'imaginaire commun de nos enfants dans lequel ils puisent des modèles de d'action et de relation à l'autre. Ces émissions de télé-réalité datent de 2003, cela signifie que les entrepreneurs commencent à voir arriver dans leurs entreprises les enfants de la télé-réalité.

Lorsque ces émissions ont surgi dans le paysage audio-visuel, nous avons entendu des protestations et des résistances. Certaines personnes ont dit : «Non ce n'est pas possible, il faut porter un jugement de valeur sur ces émissions en se fondant sur les critères du bien». Ces velléités n'ont pas duré longtemps, ce sont les critères du profit qui l'ont emporté.

UNE CULTURE GLOBALISÉE DU PROFIT

Il y a une logique commune entre les subprimes, la télé-réalité et Gleeden : celle de l'absence de bien commun. C'est donc le profit qui dit le bien.

Nous pouvons également penser au marché de l'obsolescence programmée, dans lequel la finalité est celle du renouvellement le plus fréquent possible des produits pour générer du profit. Cela touche par exemple le marché du téléphone portable ; et par extension à peu près tout ce qui est pensé dans la Silicon Valley, là où règnent des firmes comme Apple, Twitter, Facebook, Google ou encore Yahoo qui façonnent à une vitesse phénoménale le monde dans lequel nous vivons. Ce qui est façonné, c'est une culture globalisée qui répond aux exigences du profit, culture qui se répand par les multiples écrans de notre quotidien.

Au moment où le plan numérique du ministère de l'Éducation nationale fait entrer à l'école toujours davantage d'écrans, posons-nous la question de savoir si, réellement, ces écrans vont apporter un bien ou au contraire promouvoir, au sein même de l'école, la logique globale du marché.

Un indice fort réside dans le pa-

Tout ce qui est pensé dans la Silicon Valley façonne le monde dans lequel nous vivons : une culture globalisée qui répond aux exigences du profit et se répand par les multiples écrans de notre quotidien.

radoxe que, dans la Silicon Valley, pullulent les écoles dites «Walford». Ce sont des écoles dites «slow-tech»... sans écrans ! Cela signifie que les cadres et ingénieurs de la Silicon Valley veulent protéger leurs propres enfants des écrans. Sommes-nous certains que le plan numérique soit au service du bien commun quand les concepteurs de ces produits en doutent eux-mêmes ? Il est inquiétant que les producteurs d'une prestation pensent

qu'elle n'est pas bonne pour leurs enfants ; mais cherchent à la vendre – en signant de mirifiques contrats publics avec notre ministère – aux enfants des autres.

L'ÉTHIQUE EST PREMIÈRE

Si nous ne remettons pas l'économie à l'endroit, si nous ne ré-encastrons pas l'économie dans le bien commun, c'est-à-dire dans la dimension éthique et morale qui est première, nous continuerons à croire que ce qui est «profitable» est bon et nous n'aurons rien à opposer au marché des ventres à louer et aux formidables marchés de l'homme augmenté, du transhumanisme. Il est certain que si nous laissons faire, ces marchés généreront des profits sans précédents et créeront des milliers d'emplois. Cela construira-t-il la société ? Depuis longtemps déjà, nous avons été habitués à une société cassée en deux, entre les pauvres et les riches. Ce n'est pas marxiste que de dire cela. Le premier à l'avoir dit n'est pas Marx mais Isaac Disraeli, grand conservateur qui voyait l'Angleterre se fracturer en deux sous l'effet du marché. Il parlait même de «deux nations». La différence est que ces «deux nations», les pauvres et les riches, partageaient encore la même humanité.

Demain, le potentiel extraordinaire du transhumanisme produira une autre forme, encore bien plus profonde, de rupture du lien social parce que nous aurons alors des

personnes qui ne partageront plus la même humanité : nous aurons les riches qui seront «augmentés» et les pauvres qui ne le seront pas. Nous préparons là un monde qui est à la hauteur des œuvres de science-fiction.

RESPONSABILITÉ DES CATHOLIQUES ET RETOUR DU POLITIQUE

Dans ce contexte, il est très important que les catholiques restent les

promoteurs d'une économie à l'endroit. Il faut encadrer l'économie dans une communauté culturelle capable de dire le bien, de produire des jugements de valeur. Cette communauté culturelle est une communauté de transmission et une communauté politique, qui est première dans l'histoire des civilisations. L'économie doit rester seconde, même si elle est très importante. Si nous ne voulons pas que l'économie dévore notre société, mais au contraire qu'elle la serve, il est indispensable que le politique, le culturel et le spirituel soient premiers dans la construction de notre société.

Bien évidemment, cela pose toute une série de questions : qui incarne cette communauté politique ? Quel est son périmètre ?

Le lieu de la délibération sur le

bien, c'est notre vie quotidienne bien sûr, mais aussi notre communauté politique. Notre communauté politique produit-elle aujourd'hui un discours autre que celui de l'adaptation aux nécessités de l'économie vues sous un mode d'obligation, d'absence de choix possibles ?

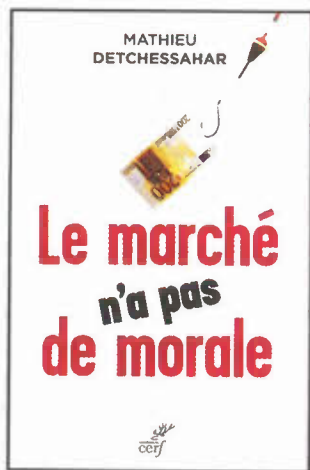
Il a fallu attendre janvier 2015, pour que l'on se mette à parler d'autre chose que des prétendues nécessités d'adaptation à l'économie, pour se rendre compte qu'il y a des enjeux philosophiques et culturels derrière la question du «vivre-ensemble». Nous commençons à nous poser à nouveau la question : «quelle société voulons-nous ?».

C'est en effet la question première à se poser. Pour y répondre réellement, encore faut-il qu'exis-

tent des espaces dans lesquels les gens puissent penser cette question en profondeur. Ces dernières années, ces espaces ont largement disparu au profit d'une croyance dans l'ordre spontané du marché, qui a laissé croire que l'on pouvait très bien se passer du politique, lequel devait nécessairement reculer et s'adapter.

Les catholiques doivent se saisir de ces questions. Ils ne sont pas seulement attendus dans le champ culturel, sociétal ou éthique, mais le terrain de l'économie et du travail doit également constituer pour eux un lieu de combat. C'est un combat politique pour que l'économie reste à l'endroit, pour que cesse cette grande inversion qui est en train de dévorer nos sociétés. ■

Mathieu Detchessahar



Au terme de la réalisation du projet de société de marchés, on trouve le déploiement concret d'une ambition proprement révolutionnaire si on la rapporte à l'histoire longue des sociétés humaines. Cette ambition consiste à fonder le lien social sur autre chose que l'histoire partagée, la culture, les valeurs ou les vertus communes – la «conscience collective» de Durkheim – et, finalement, à le faire reposer essentiellement

sur les interdépendances économiques ou marchandes. Dans l'idéal, il faudrait même exclure de l'espace des interactions publiques l'ensemble des considérations morales ou religieuses qui risquent toujours de nous renvoyer à nos singularités, de nous opposer et finalement de nuire à la jouissance paisible des biens matériels et au bon développement des relations marchandes. (...)

Il ne faut donc plus attendre de l'Etat, des institutions ou du débat public qu'ils traduisent une conception commune du bien (ou du mal) mais plus modestement qu'ils «sécurisent» les échanges économiques par des lois et des tribunaux et protègent ainsi la propriété de chacun. C'est la voie retenue par le libéralisme individualiste et marchand. (...) Dans la société de marchés, chacun coopérera de façon pacifique avec les autres membres de la société, non parce qu'il partage avec eux une commune vision du bien, mais par intérêt. (...) Dès lors, le marché et le droit des contrats suffisent à articuler harmonieusement les égoïsmes et le bien collectif par l'intermédiaire de la production de la plus grande riches-

se possible, à faire des «vices privés des vertus publiques», comme l'indiquait le sous-titre de la fameuse Fable des abeilles de Mandeville. (...) Il s'agit ici d'une simple extension de l'intuition smithienne de la main invisible selon laquelle «tout en ne cherchant que son intérêt personnel, [l'homme] travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait vraiment pour but d'y travailler». Dès lors, les relations marchandes efficaces sont tout ce dont la société a besoin pour fonctionner pacifiquement et répondre aux désirs de ses membres qui n'aspirent qu'à «la sécurité dans les jouissances privées» (Benjamin Constant). Le commerce devient le nouvel idéal social que rien ne doit venir troubler et dont rien ne doit distraire l'individu moderne, surtout pas les affaires publiques et politiques auxquelles l'individu des sociétés anciennes consacrait l'essentiel de son temps. ■

Mathieu Detchessahar
extrait de

*Le marché n'a pas de morale,
ou l'impossible société marchande,*
Ed. du Cerf, 2015.